



**RESOLUTION DE CONFLITS
ET DIMINUTION DE LA DEMANDE EN ARMES LEGERES**

**Sommaire du rapport du séminaire de recherche
Organisé par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies
(Genève)
et par le Forum Africain pour la Paix (Nairobi)**

Nairobi, Kenya, 20 - 24 avril 2004

Quaker United Nations Office

Les organisateurs remercient la Division pour le Maintien de la Paix et de la Sécurité au Département des Affaires Etrangères et du Commerce International pour avoir soutenu de façon si généreuse ce projet. De plus, les organisateurs désirent prendre en compte les nombreuses contributions faites par les participants au séminaire qui ont apporté leur temps, leur énergie et leur créativité aux discussions qui sont produites dans ce document.

Ce rapport a été préparé par David Jackman.
Traduction par Hélène Atwood

Pour plus d'information concernant ce rapport ou sur des activités apparentées à la diminution de la demande en armes de petits calibres et légères, vous pouvez contacter,
David C. Atwood
Quaker United Nations
13, avenue du Mervelet
1209 Genève

Ce rapport est à votre disposition sur le site Internet www.geneva.quno.info

Sommaire

Contexte

La réponse politique au problème des armes légères s'est concentrée jusqu'à présent sur la régulation de leur approvisionnement et de leur transfert. Mais réduire leurs effets sur les populations demande que l'on s'attaque aux facteurs qui font qu'il existe un flot continu d'armes ainsi qu'aux facteurs qui conduisent à la mauvaise utilisation de ces armes.

La communauté internationale n'a pas accordé assez d'importance à cette question de "demande" parce que l'étendue du travail à accomplir paraît trop vaste et complexe dans un programme de développement efficace. En 1999, le bureau international quaker auprès des Nations Unies (QUNO) a décidé d'explorer et de définir la question de demande au travers d'une série d'ateliers de travail internationaux qui ont rassemblé les représentants de groupes qui travaillent dans ce domaine dans différentes régions du monde.

A la fin de 2002, QUNO et ses partenaires ont atteint un consensus sur la majorité des sujets qui constituent le problème de demande. De plus, ils ont noté que quelques uns des projets de demande identifiés avaient reçu une évaluation intensive et que seulement quelques unes des méthodologies utilisées avaient été complètement analysées. En réponse à cela, QUNO a décidé que combler ce vide constituerait le point central de la prochaine étape de son travail. Il a commencé d'organiser des ateliers dont le travail se concentrerait sur les questions spécifiques de demande en relation avec la jeunesse, la résolution de conflit et la réinsertion d'anciens combattants.

Etablissement d'un lien entre la Résolution de conflits et la Demande

De nombreux programmes de demande en armes légères ont inclus dans leur stratégie certains aspects du travail de résolution de conflits. L'assomption est que le besoin que ressentent les civils de posséder des armes légères vient du fait qu'ils ont peur de la violence engendrée par des disputes non résolues. Ainsi, de tels conflits se prolongent parce que la communauté a une faible capacité d'intervenir de façon non violente. A son tour, cette incapacité mène à la violence parce que les parties impliquées dans la dispute n'ont aucune stratégie pour dissiper leurs différences, si ce n'est par une contrainte violente. En réponse à cela, les spécialistes en résolution de conflit ont lancé une série de projets qui aident les sociétés à reconnaître quelles sont les alternatives non violentes qui s'offrent à elles. Ces programmes de prise de conscience sont intégrés de façon typique dans des projets qui préparent les organisations locales à s'occuper de façon positive des conflits économiques, sociaux et politiques et à faire de la prévention afin qu'ils ne dégénèrent pas en conflits armés.

En avril 2004, les régions des Grands Lacs et de l'Est de l'Afrique ont été choisies comme point central géographique afin d'y organiser un séminaire dont le but était d'examiner les liens entre les programmes de résolution de conflit et la diminution de la demande en armes légères. Cette zone géographique a été choisie car durant les dix dernières années, une grande variété de programmes travaillant sur l'intervention ou la prévention de conflit y avaient été mis en place. Ce travail a varié allant depuis l'accent mis sur le changement d'attitude d'un petit groupe ou d'un individu pour aller vers la capacité plus grande pour une société à

se reconstruire. De plus, une grande partie de la violence armée dans ces régions a été menée presque exclusivement grâce à des armes légères disséminées et dont le nombre ne cesse de grandir de façon très significative.

Les organisateurs du séminaire ont invité vingt participants à prendre part à un séminaire de trois jours à Nairobi. Tous les participants travaillaient de façon active dans les régions des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est en tant que :

- Organismes expérimentés ou en tant que formateurs dans des programmes de résolution de conflit, médiation de conflit, de processus de guérison post-traumatique à la suite d'un conflit.
- Responsables de projets régionaux pour des agences de développement ayant la responsabilité de programmes d'intervention de conflit et,
- Organismes et chercheurs impliqués dans des questions spécifiques à la demande en armes légères et son contrôle.

Le programme du séminaire a débuté par des exposés traitant du concept de demande en armes légères et des résultats actuels en cours issus de la recherche dans ce domaine. Plusieurs participants ont exposé des cas typiques de travail de gestion de conflit dans la région qui ont mené à des discussions plénières traitant des expériences communes, des leçons retenues et des difficultés rencontrées. Le cadre ayant été ainsi planté par les organisateurs, ces derniers ont mené un processus en deux étapes demandant aux participants de concevoir des programmes pour des zones spécifiques de la région qui se concentreraient sur l'intégration de processus relatifs à la résolution de conflit, à la réduction d'armes légères et à un développement durable.

Principales leçons apprises

Sur la base de ces rapports, discussions et échantillons de propositions de programme, les organisateurs ont fait un résumé analytique des leçons principales des liens qui existent entre la résolution de conflit et la diminution de demande en armes de petits calibres et en armes légères (SALW en anglais). Des indications spécifiques sont soulignées en caractères gras.

A. Des structures coopératives plus efficaces.

1. Collaboration nationale et sous-régionale avec le gouvernement

Avec des Points de Focalisation:

Nationaux : Les acteurs de la société civile ont développé une capacité considérable à planifier des programmes multi dimensionnels dans le domaine de la gestion de conflit, le développement et le contrôle des armes légères. Ils pourraient travailler plus efficacement en partenariat avec les gouvernements si les avenues institutionnelles leur été ouvertes.

- **Le Point de Focalisation sur les armes légères, à présent établi dans chaque état qui a signé la Déclaration de Nairobi¹ pourrait fournir un lieu pour une telle consultation et une planification commune. Pour être efficace, le mandat du "Point de Focalisation" et les compétences de la National Plans of Action auraient besoin d'inclure de façon plus explicite les questions et les programmes qui mettent l'accent sur la demande en armes légères.**

¹ Comme en août 2004, tous les états qui ont signé la Déclaration de Nairobi, à l'exception de l'Erythrée, ont établi des Points de Focalisation nationaux selon la Déclaration.

Au niveau local et du district : Il existe une expérience grandissante dans le domaine des projets communs de la gestion de conflits au niveau local et du district, par exemple au Kenya (voir l'échantillon de programme dans l'appendice 2, ci-dessous) mais celle-ci ne s'est pas encore concrétisée en action sur le plan national.

- Cette expérience élaborée en commun devrait être documentée et publiée afin que son utilisation créative dans la coopération entre le gouvernement, les services de police et la société civile puisse être étendue à tous les niveaux.
- L'établissement sous forme de cartes de programmes existants et planifiés visant à contrôler les armes légères et à gérer les conflits dans chaque état serait un pas important dans le développement de programmes nationaux coordonnés qui résoudraient les conflits et diminueraient la demande en armes. Jusqu'à ce jour, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie ont mené des programmes visant à cartographier la présence d'armes légères.

Liens sous-régionaux : Le problème des armes légères ainsi que les conditions qui stimulent cette demande dépassent souvent les frontières nationales. Les solutions résident dans la coopération entre pays voisins et leurs populations.

- Les liens coopératifs parmi les gouvernements (par IGAD, Nairobi Declaration) et les ONG (par ex: IANSA, EAANSA, COPA, etc) offrent des occasions instantanées d'explorer le travail commun accompli sur les armes légères, les conflits et les questions de développement qui

y sont liées. De plus, il existe peut-être un besoin de programmes qui vont au-delà des compétences des organisations sous-régionales. C'est pourquoi, les gouvernements et la société civile devraient être prêts à créer une série de cadres informels ainsi que des institutions plus officielles qui pourraient faciliter une collaboration pratique alors que ce besoin augmente.

2. Une collaboration des ONG plus active et plus efficace.

Faire un lien entre conflit et armes légères : Dans chaque pays de la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est, on a commencé de travailler sur la question des armes légères ainsi que sur la mise en place de quelques programmes qui établissent un lien entre les conflits, le développement et les questions d'armes légères. Cependant, la demande en armes légères n'a pas été perçue comme un sujet digne d'intérêt ce qui a constitué un frein au développement d'un travail intégré.

- Il existe peut-être quelques hypothèses communes, partagées par les organisations s'occupant de la question des armes légères et de conflits mais ces dernières n'ont pas développé de réelle analyse ou de langage commun, pas plus qu'elles n'ont développé un système de réseau qui faciliteraient leur coopération. Il apparaît qu'un besoin de créer une variété de forums ou d'évènements existe. On pourrait y aborder des problèmes communs.

Matériel de formation : Les manuels et les sessions de formation qui font le lien entre les spécialistes des conflits et du développement ont été créés par les ONG internationales et nationales.

- Les questions d'armes légères y compris les perspectives de demande pourraient être incluses dans ce matériel de formation et mis à disposition de façon plus générale.

Si l'on veut abaisser le niveau actuel de violence armée, il est essentiel de comprendre la relation entre la demande en armes légères et les stratégies utilisées dans la gestion de la violence. Section II de ce rapport.

- ***Plus d'éléments de recherche sont nécessaires : On a spécialement besoin de développer et de mettre en place des méthodes de recherche et d'évaluation qui pourraient s'appliquer aux différents projets sur les conflits et les armes légères qui sont en cours sont en train d'être développés. Alors qu'il existe de nombreuses preuves anecdotiques indiquant que des progrès sont faits, il n'existe que très peu de données disponibles de recherche sérieuses. Small arm Survey ainsi que d'autres organisations ont commencé à étudier les outils de développement de recherche axé sur la demande en armes légères et il existe un certain nombre de programmes dont on a parlé durant ce séminaire qui pourraient devenir le sujet d'une telle étude. Par exemple, les différentes tentatives d'utilisation des processus de gestion de conflits indigènes au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et au Burundi pourraient être comparés et évalués par rapport au changement d'attitude visant à acquérir des armes légères. Des programmes de rétablissement de la paix et de réinsertion pour les jeunes fonctionnent au Burundi et il pourrait être***

profitable d'intégrer des éléments de recherche dans les activités en cours.

B. Autres priorités

1. La réhabilitation après conflit et programmes de réinsertion

Des programmes de réinsertion ont été menés dans la région des Grands Lacs. Il en faudrait plus. La réinsertion inadéquate des ex-combattants mène à un re-recrutement des combattants, au banditisme, à une déstabilisation de la vie politique et civile ainsi qu'à une instabilité diffuse qui elle-même mène à une augmentation de la demande en armes légères. Les ONG présentes au séminaire ont souligné le fait que le financement des programmes de réinsertion dans leurs régions était insuffisant et mal adapté aux conditions rencontrées sur le terrain.

- **Les donateurs financiers bilatéraux et multilatéraux sont fortement encouragés à apporter des fonds adéquats et du matériel pour pallier à ce besoin urgent et à rechercher des moyens de collaboration plus efficaces avec la société civile. Les ONG locales et régionales développent la capacité et l'expérience pour devenir des acteurs actifs dans la mise en place de programmes de réinsertion. Leur contribution devrait être plus reconnue et recevoir un plus grand soutien.**

2. Mettre l'accent sur la jeunesse

Accent mis sur les problèmes et les solutions: Dans les régions des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est, les enfants et les jeunes ont un rôle central dans le problème des armes légères. Tout d'abord, dans chaque pays, ils forment une grande partie de la population et les

comportements qu'ils adoptent ainsi que les solutions de rechange qu'ils recherchent vont de plus en plus déterminer dans quelle direction leur société va évoluer.

Deuxièmement, les jeunes et les enfants constituent des éléments vulnérables dans la population. Ils sont susceptibles d'être recrutés par des groupes armés (armée, groupes paramilitaires, milices, gangs criminels). Dans la région, les guerres chroniques, les maladies, les conflits politiques, la pauvreté et l'injustice sont tous le résultat d'une marginalisation voire même d'un abandon de la population jeune. Voilà pourquoi, si l'on veut faire baisser dans la région l'instabilité et la demande en armes légères, il faut mettre l'accent dans les programmes sur les besoins et les comportements des jeunes.

Troisièmement, et de façon plus positive, les jeunes sont souvent les premiers bénéficiaires des efforts mis en place pour réduire la violence et la participation dans un conflit armé. Ils ont affronté leurs aînés pour faire pression afin que des solutions alternatives non-violentes soient trouvées et pour participer activement à des dialogues d'instauration de la paix, des ateliers et d'autres initiatives pour reconstruire la solidarité inter-ethnique.

Influencer les normes et les valeurs:
Dans la région, un certain nombre de programmes fructueux mis en place par la société civile pour les jeunes ont visé à établir et à renforcer les comportements non-violents et la citoyenneté. De différentes manières, quelques uns des programmes de réinsertion les mieux développés pour des ex-combattants sont mis en parallèle. On y met l'accent sur l'éducation, l'apprentissage, l'emploi, la production de revenus, la citoyenneté, le règlement non-violent de conflit et le leadership. Toutes cette activité soutient un changement crucial dans les

comportements de la jeunesse et encourage l'acquisition de normes et de valeurs qui assurent le développement de sociétés paisibles et démocratiques.

- **Un tel travail mérite d'être plus soutenu, évalué et reproduit dans la région. De différentes manières, ce travail constitue une partie ou arrive en complément dans le but d'élargir les objectifs de développement. Avec une bonne planification, il peut être intégré à des institutions plus formelles comme des écoles, des services sociaux, des entreprises, la police, la gestion de conflits dans les communautés et les partis politiques.**
- **La création de programmes durables orientés vers la jeunesse est un changement de direction majeur pour une société. Cela nécessite un soutien sur du long terme de la part des donateurs externes autant qu'une coopération éclairée de la part des gouvernements dans la région.**

3. Changement d'identité

Les organisations pour le maintien de la paix et la gestion de conflits ont élargi leur centre d'intérêt afin d'y intégrer le travail qui s'occupe des processus de réconciliation de plus longue durée. D'une façon plus spécifique, ils utilisent le processus de guérison post-traumatique, la réflexion personnelle et des programmes de citoyenneté pour tenter de modifier l'identité ou l'image que de nombreuses personnes qui ont été exposées à un conflit violent, à des abus, à de l'injustice et de la discrimination ethnique ont d'eux-même, - qu'ils aient été victimes, bourreaux ou les deux à la fois. A l'intérieur d'un cadre politique, certains verront ces programmes comme la

préparation nécessaire d'individus et de groupes avant la mise en place de processus de réconciliation plus larges. De façon intéressante, une grande partie de ce travail de changement d'identité est fait en groupe, contrastant avec le schéma normal du travail individuel de psychothérapie. Cela est dû en partie au fait qu'il existe des inquiétudes à propos de sa durabilité et de sa justesse (opportunité dans le contexte africain).

- **Il est nécessaire d'apporter un soutien extérieur bien plus important si l'on veut que ce programme très prometteur ait un impact plus grand.**
- **Jusqu'à présent, ce travail a été dans une large mesure conduit par des organisations de la société civile. Même un soutien modeste mais consistant apporté à la formation des organisateurs de programmes et des chefs de groupes, une assistance à la réalisation d'un réseau et à des processus de formation et, où cela est possible, l'intégration de ce type de programme à des programmes de développement plus larges pourrait porter ses fruits au cours d'activités d'instauration de la paix ultérieures.**

4. Programmes d'enseignement de la paix

On espère qu'en créant des programmes d'enseignement de la paix, on pourra faire prendre conscience à la société qu'il existe de nombreuses alternatives pour obtenir une situation pacifique qui mènera finalement vers un changement d'attitude qui favorisera une résolution de conflit non-violente. On a plus de difficulté à comprendre qu'un enseignement de la paix peut contribuer directement à une réconciliation plus rapide.

Guidés par leur propre expérience, les participants au séminaire ont, au cours d'une réunion de brassage d'idées, établi la liste suivante soulignant de quelles manières leur travail d'enseignement de la paix fournit une base à une réponse active aux conflits communautaires et à l'établissement d'identités positives et partagées:

- Il aide à donner des définitions communes de la paix civique et une responsabilité personnelle pour la paix civique;
- Il offre des occasions d'exercer une interaction positive entre des communautés par ailleurs divisées
- Il donne à la jeunesse et aux autres une occasion utile d'évacuer une colère refoulée issue de l'injustice présente et passée en passant par un processus transformationnel.
- Dans les écoles et les autres institutions publiques, il peut être l'indicateur de conflits de sociétés telles que des distensions ethniques résultant de questions d'injustice et de la présence d'armes à feu, de même qu'il peut aussi être un indicateur de changement pacifique (par exemple, par un journal ou par d'autres projets de communication).
- Des groupes formés pour l'enseignement de la paix peuvent être encouragés de progresser afin de fournir la base institutionnelle à des sujets dans le domaine de la paix comme : le contrôle des armes légères, le maintien de l'ordre dans les communautés, le retour des combattants ou des personnes déplacées et
- Dans le cadre plus général d'une culture de la paix, il peut offrir une vision positive commune et esquisser les grandes lignes d'un programme intégré de renouvellement civique à des sociétés en période d'après-guerre qui ont été divisées

précédemment par la violence criminelle, politique ou ethnique.

- **Il faudrait que les Programmes Complets d'Enseignement de la Paix reçoivent le soutien financier de la communauté internationale en tant que partie intégrale de la DDR, d'initiatives du développement et du contrôle des armes aussi bien que dans le programme de maintien de la paix.**

C. En quoi est-ce que ces leçons sont plus pertinentes?

Alors que les leçons retenues ci-dessus viennent directement de la pratique en cours dans la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est, elles sont à peu près identiques aux expériences contées durant les ateliers traitant du problème de demande organisés dans d'autres régions par QUNO (voir la liste des rapports appropriés dans Appendice 4)

Ce rapport plus récent a apporté des détails importants à tous ces thèmes. Par exemple:

- Une expérience se fait jour avec l'utilisation et même le retour de programmes de gestion de conflits sous forme d'une série de variantes locales.
- L'institution de Points de Focalisation des armes légères et l'installation d'un programme national ainsi que l'apparition d'une expérience de coopération entre gouvernement et société civile à un niveau national fournit un modèle important pour d'autres régions auquel nous devons réfléchir.
- Au Kenya, les exemples issus de la coopération au niveau du district entre la société civile et les acteurs gouvernementaux, et l'élaboration de

rôles pour les membres de la société civile sont très prometteurs ;

- Au Burundi, la programmation d'émissions radio ayant pour sujet la paix s'est avérée être une chose positive à l'instar d'exemples au Brésil et dans d'autres endroits, et pourrait constituer un modèle très intéressant sur lequel nous devons méditer.
- Le travail de guérison post-traumatique et de changement personnel de comportement qui est mené au Burundi et au Rwanda et son implantation par des membres de la communauté formés, constitue d'importants modèles qui pourraient être adaptés afin d'être utilisés dans d'autres régions.
- Le fait d'englober dans les programmes complets d'enseignement de la paix des éléments spécifiques proactifs issus du travail sur le terrain est un développement important et nouveau de ce genre de travail et pourrait être développé dans d'autres situations géographique.
- Les programmes pilotes de l'UNDP et d'autres organisations intègrent le développement, les efforts de gestion de conflits et d'armes légères ainsi que les efforts du CECORI de Saferworld et d'autres organisations d'apporter des manuels de soutien pour la formation pour ce type d'efforts conjugués - sont des exemples importants qui demandent à être révisés et pris en considération pour être mis en application ailleurs.

Plus de recherche est nécessaire:

Bien que de nombreux éléments soient venus s'ajouter à la pratique internationale dans le domaine de la demande en armes légères, il n'existe pas d'évaluation significative des résultats et des projets. Notamment, le lien entre l'acceptation positive générale d'alternatives aux conflits non-violents et la diminution de la demande en armes

légères n'est fait que grâce à des preuves anecdotiques.

- **L'organisation de programmes de recherche qui examineraient de façon critique les programmes s'occupant de conflits dans la région des Grands Lacs (et d'autres régions) et évalueraient leur impact sur la demande en armes légères demeure une tâche extrêmement importante pour la communauté internationale.**



Quaker United Nations Office
13, Avenue du Mervelet, 1209 Geneva, Switzerland